

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/3/COL

L/7611/Add.11

3 août 1995

(95-2298)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

SUBVENTIONS

NOTIFICATIONS PRESENTÉES CONFORMEMENT A L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET A L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

COLOMBIE

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la notification de mise à jour ci-après, datée du 30 juin 1995.

Conformément à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (L/7582, daté du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

NOTIFICATION PRESENTEE CONFORMEMENT A L'ARTICLE 25.1
DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES
COMPENSATOIRES ET A L'ARTICLE XVI
DU GATT DE 1994

La présente notification est adressée conformément aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'article XVI du GATT et selon le mode de présentation figurant dans le document G/SCM/W/7.

I. Certificat de remboursement fiscal (CERT)

1. Description du programme

Le certificat de remboursement fiscal (CERT) est un instrument visant à soutenir et à encourager les exportations par le remboursement d'un pourcentage calculé sur la base de la valeur f.a.b. de ces exportations.

Le niveau ou le pourcentage est fixé par le gouvernement national, en fonction du produit et des conditions du marché.

2. Période sur laquelle porte la notification:

Première notification à l'OMC: juin 1995.

3. Objectif et objet de la subvention

L'objectif est de stimuler et d'encourager les exportations "mineures" ou non traditionnelles.

4. Fondement et législation

- Loi n° 48 de 1983
- Décret n° 446 de 1992
- Décret n° 1608 de 1992
- Décret n° 1650 de 1992
- Décret n° 708 de 1995

5. Forme de la subvention

Le CERT a été introduit en 1967 en tant que mécanisme de promotion des exportations sous la forme d'un crédit d'impôt équivalant à un certain pourcentage de la valeur f.a.b. des exportations et qui doit représenter la totalité ou une partie des impôts indirects, taxes et autres impositions acquittés au préalable par l'exportateur.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Le CERT est un titre au porteur qui peut être librement négocié. Il est délivré à l'exportateur par la Banco de la República (Banque centrale) par le biais d'un intermédiaire financier. Les certificats sont valables deux ans à compter de la date de leur délivrance. Cette incitation est offerte aux personnes physiques ou morales qui peuvent démontrer que les marchandises en question ont été effectivement exportées.

7. Coût budgétaire de la subvention

En 1994, les CERT ont représenté un montant de 79,6 millions de dollars EU, dont 17,5 millions correspondant à la valeur de la subvention. Pour 1995, on estime que ce montant atteindra 94 millions de dollars EU, dont 18,6 millions correspondant à la subvention.

8. Lancement et durée du programme

Le programme a été mis en place en 1967 pour une durée indéterminée, qui est cependant subordonnée aux engagements découlant des Accords de l'OMC.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

Année	Exportations totales (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)	Exportations bénéficiant de CERT (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)	Valeur de la subvention (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)
1992	6 897,8	2 069,3	14,5
1993	7 112,9	2 133,9	14,9
1994	8 360,8	2 500,0	17,5

II. Système spécial d'importation/exportation de machines1. Description du programme

Ce mécanisme permet d'importer en franchise de droits des machines et des pièces de rechange qui seront utilisées pour la production de biens destinés en partie ou en totalité à l'exportation.

2. Période sur laquelle porte la notification

Première notification à l'OMC: juin 1995.

3. Objectif du programme

L'objectif de ce programme est de faire fonction de mécanisme de promotion des exportations colombiennes en renforçant le processus de diversification des exportations et en contribuant à la modernisation technologique.

4. Fondement et législation

Article 173c du Décret-loi n° 444 de 1967

Article 11 du Décret n° 631 de 1985

Article 10 de la Résolution n° 2386 de 1992 de l'Institut colombien du commerce extérieur (INCOMEX)

5. Forme de la subvention

Exemption des droits de douane et autres taxes et impositions à l'importation.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Toute personne physique ou morale exerçant des activités de production, d'exportation ou de commercialisation peut bénéficier de cette exemption. Toute personne qui en fait la demande se voit attribuer un contingent d'importation global qui lui donne le droit d'importer des biens d'équipement ou des pièces de rechange pendant une certaine période. Pour exercer ce droit, il lui faut fournir une garantie générale à l'appui de l'engagement d'exporter les quantités fixées au moment où l'autorisation lui a été accordée.

7. Montant unitaire de la subvention

Il n'existe aucune donnée statistique permettant de calculer le montant unitaire de la subvention, mais le montant total des taxes non payées s'est élevé à 25 millions de dollars en 1994. Etant donné que les exportations, à l'exclusion de celles de café et de pétrole, se sont chiffrées à 4 800 millions de dollars cette même année, la subvention a représenté 0,5 pour cent de la valeur exportée.

8. Lancement et durée du programme

Le programme a été mis en place en 1958 et prorogé en 1967 pour une durée indéterminée, qui est cependant subordonnée aux engagements découlant des Accords de l'OMC.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

Année	Exportations non traditionnelles (valeur f.a.b en millions de dollars EU), à l'exclusion du café, du pétrole et du charbon	Importations de biens d'équipement (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)	Importations bénéficiant du programme (valeur f.a.b. en millions de dollars EU)	Valeur de mesure d'incitation (millions de dollars EU)
1992	4 042,2	3 178,4	120,8	18,1
1993	4 358,1	3 490,1	132,8	19,8
1994	4 901,3	4 352,1	167,0	25,0

III. Zones franches

Cette mesure relative au fonctionnement des zones franches est notifiée étant entendu que, pour tous les pays qui sont Membres de l'OMC, il s'agit d'un instrument relevant de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

1. Description du programme

Une zone franche est une zone géographique déterminée du territoire national, dans laquelle les droits de douane, le contrôle des changes, le commerce extérieur, la fiscalité et les investissements en capital bénéficient d'un régime juridique spécial.

Les produits étrangers qui sont admis dans les zones franches ne sont pas soumis à des formalités ni à des droits d'importation. Les produits originaires du territoire douanier national (TAN) qui sont admis dans une zone franche sont considérés comme des exportations et les produits fabriqués dans la zone franche qui sont admis sur le territoire douanier national sont considérés comme des importations, de sorte que des droits sont perçus sur la valeur ajoutée extérieure.

2. Période sur laquelle porte la notification

Première notification à l'OMC: juin 1995.

3. Objectif du programme

L'objectif est de constituer un pôle de développement régional, de promouvoir le commerce extérieur, de créer des emplois, de générer des devises et d'encourager et de développer la production de biens et la prestation de services destinés aux marchés étrangers et, accessoirement, au marché intérieur.

4. Fondement et législation

- Loi n° 7 de 1991
- Décret n° 2350 de 1991
- Décret n° 2131 de 1991
- Décret n° 1552 de 1992
- Décret n° 971 de 1993

5. Forme de la subvention

Exonération de l'impôt sur le revenu et des impositions connexes ainsi que de la taxe sur les envois de fonds.

6. A qui et comment la subvention est accordée

Sont admises à bénéficier de l'exonération toute personne morale colombienne (à capitaux nationaux ou étrangers) et les filiales d'entreprises étrangères établies en Colombie afin d'exercer des activités à l'intérieur de la zone franche.

7. Montant de la subvention

Ainsi qu'il ressort du tableau reproduit au paragraphe 9, cette incitation n'a aucune incidence budgétaire, étant donné qu'il n'y a pas d'exportations vers des pays tiers.

8. Durée de la subvention

Les zones franches ont été créées en 1958, mais l'exonération de l'impôt sur le revenu n'est accordée que depuis l'entrée en vigueur de la Loi n° 7 de 1991. De 1991 à 1994, un processus de privatisation de la gestion des zones franches existantes a été mené à bien et de nouvelles zones franches ont été créées.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

Les données ci-dessous montrent que cette incitation n'a pas d'incidence sur le commerce international.

Zone franche	Nombre d'utilisateurs	Production de 1994 en millions de dollars EU	Exportations vers des pays tiers en 1994
Cúcuta	10	120	0
Santa Marta	5	48	0
Carthagène	3	203	0
Buenaventura	0	0	0
Rionegro	6	513	0
Bogotá	0	0	0